



Paris, le 23 novembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pas comme ça !

Une « start up d'Etat » a été lancée hier pour pousser les agriculteurs à sortir du glyphosate d'ici 2020. C'est par la mise en ligne d'un site déclaratif que le Président de la République, devenu donc patron de start up, compte tenir son engagement.

Mais cette nouvelle « appli » n'apporte aucune des réponses concrètes attendues ! FNSEA et JA regrettent qu'elle ait été construite sans aucune concertation avec les premiers acteurs de terrain que sont les agriculteurs.

Comptabiliser des engagements ressemble plus à une opération de communication dont un des effets les plus pervers serait une nouvelle escalade dans l'agribashing. A quel moment le compteur sera-t-il jugé suffisant pour ne plus désigner les agriculteurs à la vindicte de l'opinion publique ? Quid de ceux qui ne se déclareraient pas ? La FNSEA et JA ne peuvent cautionner cette méthode. Non, pas comme ça !

Nous, nous avons fait le choix d'une autre méthode. Depuis un an, nous sommes au travail avec 40 partenaires pour trouver les solutions qui permettent de réduire les intrants, dont le glyphosate, et qui ne laissent aucun agriculteur dans des impasses techniques.

Et pour avancer, ce n'est pas de la « com » que les agriculteurs attendent de l'Etat mais des moyens accrus pour les accompagner et pour la recherche fondamentale et appliquée.

La transition de l'agriculture vers des modèles plus vertueux, plus économes en intrants, plus respectueux des ressources naturelles, porteurs de solutions pour le climat, est intégrée par les agriculteurs. Mais elle ne se fera pas sans eux ; ni contre eux, ni contre leurs revenus.

Elle ne se fera pas non plus à coup de décisions unilatérales et dogmatiques au service d'une fiscalité écologique punitive : augmentation de la redevance pollution diffuse (RPD), charges supplémentaires induites par la séparation du Conseil et de la vente des produits phytosanitaires, interdictions de produits de traitements sans solutions ni alternatives, absence d'ambition pour les énergies renouvelables agricoles...

A l'heure où de nombreuses charges supplémentaires les menacent, les agriculteurs attendent aussi de l'Etat l'application des Etats Généraux de l'Alimentation et une plus juste répartition de la valeur ajoutée. Il est plus que temps de reconnecter les décisions politiques avec la réalité du terrain et des territoires ruraux !

Contacts presse :

FNSEA : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 - marion.fournier@fnsea.fr

JA : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83 – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr